

DOC
CA1
EA510
2012M56
EXF

"Bien plus que des amis des beaux jours"



h 28554070 9E05 E



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E

Édité par l'Ambassade du
Canada, Rabat - Juin 2012

DCS
CA1 EAS10 2012M56 EXP
Donaghy, Greg, 1961-
"More than fair-weather friends":
Canada & Morocco, 1962-2012
. B4322587(E) . B4322599(F)

Note : L'auteur remercie Fred McEvoy, Chris Cook, Michael Stevenson, Robin Gendron et Norman Hillmer pour leur aide dans la rédaction de ce document. Cet ouvrage n'engage que l'auteur seul et ne représente pas la position ou la politique du Département des Affaires étrangères et du Commerce international du Gouvernement du Canada.

DOC

.b4322597

.b4322587(e)



Par Greg Donaghy

Chef, Section des affaires historiques

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

LIBRARY / BIBLIOTHEQUE
Dept. of Foreign Affairs
and International Trade
Ministère des Affaires étrangère
et du Commerce international
125 Sussex
Ottawa K1A 0G2

Sous un ciel marocain couvert, le Premier ministre Stephen Harper marchait le long de l'esplanade Yacoub al-Mansour à Rabat, traversait les ruines d'une mosquée du XIIe siècle et se dirigeait vers le Mausolée Mohammed V, père fondateur du Maroc moderne. Le Mausolée, avec sa façade sobre et son toit vert, est une pure merveille de l'architecture islamique contemporaine et le Premier ministre est tombé sous le charme. Au fur et à mesure que la journée avançait et que le rythme s'accélérait, Stephen Harper a rencontré le Souverain marocain et les ministres, signé des accords sur l'éducation et la formation professionnelle, et proposé des négociations sur le libre-échange. «Plus de commerce - promet le Canadien - ne peut que contribuer à la prospérité de nos deux pays et à renforcer davantage nos liens transatlantiques.»¹ Le Premier ministre a également abordé la position du Canada face à l'agitation populaire qui a balayé l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Le «printemps arabe», comme il a été rapidement surnommé, était présent tout au long de son séjour, et la position du Canada était claire. «Nous soutenons le processus de démocratisation qui est en train de se dérouler en Tunisie et en Égypte, a-t-il déclaré, et nous voulons, bien évidemment le voir se développer et aboutir.»²

La visite d'une journée du Premier ministre Harper, le 27 janvier 2011, a reflété les thèmes bilatéraux familiers. Le Canada et le Maroc ont entretenu depuis 1962, cinquante ans durant, des relations diplomatiques et tissé des liens étroits avec pour toile de fond le contexte turbulent de la modernisation arabe contemporaine. Dès le début, les deux pays, bien qu'éloignés par l'histoire et la géographie, ont su apprécier en l'autre la «passerelle» vers d'autres mondes encore plus vastes. Soutenu par des mesures d'aide et le commerce, ainsi que par un flux constant d'étudiants et de voyageurs, le partenariat a été discret, mais efficace.

"Bénéfices d'une bonne volonté," 1956-74

Les relations avec le Maroc ont bien commencé. Le Canada, soucieux de gagner l'amitié de Rabat pendant la guerre froide qui opposait furieusement les démocraties occidentales à l'Union soviétique communiste, n'a pas tardé à reconnaître le nouvel État lorsque celui-ci obtint son indépendance de la France en 1956. Très vite des plans ont été mis en œuvre pour envoyer Paul Beaulieu, un diplomate chevronné, en Afrique du Nord pour tracer les contours d'un futur expansif. Son accueil fut chaleureux, et son initiative saluée. « Il faut, a-t-il exhorté à son retour, prendre position dès maintenant si nous voulons empêcher l'infiltration du communisme.³ Mais il y avait aussi des risques : la guerre en Algérie, la crise en Égypte, et la rancœur d'un Paris postcolonial, donnaient à réfléchir. Il en allait de même pour le ministère canadien des Finances qui ne cachait pas son hostilité à investir dans la lointaine Afrique du Nord. Le Maroc a rapidement disparu de l'horizon.

Cela a changé en décembre 1961, lorsque Ahmed Balafrej, alors ministre d'État et représentant personnel du Roi Mohammed V, souverain marocain, est arrivé à Ottawa pour une visite. Le Canada venait récemment d'aider ce petit pays de 11,6 millions d'habitants à gérer les crises de santé publique provoquées par l'huile frelatée et le tremblement de terre d'Agadir; de petits gestes certes, mais très appréciés. Réfléchissant sur leur propre situation postcoloniale, les décideurs marocains étaient enclins à admirer le Canada - «un pays qui a réussi à préserver son indépendance en dépit de ses liens très étroits avec les grandes puissances » - et le roi espérait instaurer des relations diplomatiques.⁴

Le gouvernement conservateur du Premier ministre John Diefenbaker a salué cette initiative. Son secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Howard Green, s'étant lancé dans une croisade idéaliste en faveur du désarmement nucléaire, considérait les pays nouvellement indépendants d'Afrique (et d'Asie) comme autant d'alliés naturels. Gardant un œil sur le Québec, qui commençait déjà à s'agiter dans le sillage de l'effervescence nationaliste de la Révolution tranquille, les décideurs canadiens ont saisi l'occasion pour tendre la main à une nation francophone. Mais la fin du long boom économique de l'après-guerre avait laissé le Canada financièrement incapable d'ouvrir une mission à Rabat. Au lieu de cela, Green a proposé d'accréditer un représentant d'une mission diplomatique voisine. Ce compromis a été approuvé par le Maroc, qui accepta, à son tour d'accréditer son ambassadeur à Washington à Ottawa.⁵ Le 23 janvier 1962, le cabinet nomma l'ambassadeur du Canada à Madrid, Jean Bruchési, à Rabat.⁶ Cette décision a été transmise au Maroc, qui accepta d'établir des relations diplomatiques formelles le 17 mai 1962.⁷

Bruchési avait fait une brillante carrière en tant qu'historien et ministre délégué dans le gouvernement conservateur québécois de l'Union Nationale, lorsqu'il fut nommé par Diefenbaker au service extérieur. Il possédait une dignité innée et la discrétion qui seyait à un diplomate du vieux monde, et a su trouver le ton juste dans le séculaire Royaume du Maroc. Bruchési présenta ses lettres de créance au Roi Hassan II, fils de Mohammed V et son successeur, à son palais d'été à Tanger, le 7 septembre 1962. Le Roi l'a accueilli chaleureusement, a salué le Canada «ce pays qui n'a pas d'ambition colonialiste ... et qui est toujours prêt à aider les pays qui ont des besoins urgents, et ce en toute humilité»⁸ et l'a envoyé vaquer à ses occupations. Depuis son poste de Madrid, Bruchési supervisait un programme d'aide modeste, qui consistait à envoyer une poignée d'enseignants au Maroc en

⁹1963, faisait ses rapports sur les développements politiques locaux, et fournissait une assistance consulaire limitée au petit nombre de Canadiens, surtout les missionnaires catholiques, vivant dans le pays. Le commerce, s'élevant à seulement \$500,000 par année concernait les exportations d'amiante, de caoutchouc synthétique, et des stylos à plume, et était supervisé par le conseiller commercial du Canada à Paris.⁹

Bien que limité, ce mandat s'est avéré difficile à gérer. L'ambassade britannique à Rabat, sur laquelle Bruchési comptait pour l'aider dans les questions consulaires et les activités d'information, s'irritait, malgré sa bonne volonté, des demandes fréquentes qui prenaient beaucoup de son temps. Les responsables marocains étaient également contrariés lorsqu'on les dirigeait vers l'ambassade du Canada à Paris, capitale de l'ancienne puissance coloniale. Les relations, a insisté l'ambassadeur, ne s'amélioreront pas tant que le Canada n'aura pas ouvert sa propre mission diplomatique à Rabat. « Cette étape, a-t-il souligné, produirait d'excellents résultats pour les relations canado-marocaines. »¹⁰

Ottawa ne réagit pas, et le successeur de Bruchési, Benjamin Rogers, resta basé à Madrid après sa nomination en juin 1964. Rogers était un diplomate chevronné qui avait rejoint le ministère des Affaires extérieures en 1938, et qui avait déjà expérimenté la fonction d'ambassadeur au Pérou et en Turquie ainsi que celle de Haut Commissaire adjoint à Londres. Rogers a été particulièrement impressionné par le Roi Hassan II. Alors que l'affrontement de la guerre froide s'étendait aux pays en voie de développement, le souverain marocain figurait parmi les chefs d'État que les responsables canadiens souhaitaient retrouver parmi les nations non-alignées des pays en développement. Rogers estimait que le roi était «un grand travailleur, intelligent, ayant la posture d'un homme d'État, qui se sert de son prestige de

souverain traditionnel pour faire entrer son peuple dans le vingtième siècle ... Son influence est celle d'un modéré ... Il accepte l'aide économique et technique du bloc soviétique, mais prend soin de ne pas permettre à l'influence communiste de devenir excessive, et il est fondamentalement pro-occidental."¹¹

L'ambassadeur du Canada a été profondément frustré, cependant, par des revers répétés dans ces relations. En 1965, le bureau canadien de l'aide extérieure est revenu sur son offre d'envoyer d'autres enseignants de langue française parce que Rabat n'avait pas réussi à assurer leurs logements et à conclure un accord d'aide formel. Une autre déception a suivi en 1966, quand Ottawa a décidé d'ouvrir une mission dans la Tunisie voisine, invoquant le grand nombre de Canadiens et un programme d'aide plus actif.¹² Rogers ne s'est pas attardé sur l'affront, et a promis d'envoyer son personnel à Rabat plus souvent, mais le ministre marocain des Affaires étrangères, Ahmed Taïbi, n'a pas été convaincu. Il a sèchement fait remarquer qu'«il aurait souhaité que le [Canada] fasse mieux que cela.»¹³

Rogers le souhaitait aussi, et quand la sécheresse a frappé l'Afrique du Nord plus tard dans l'année, il s'est réjoui de la réaction rapide du Canada. Une réponse généreuse, avançaient les diplomates du Département des Affaires extérieures, renforcerait l'attitude du Maroc vis à vis de l'Occident et permettrait au Canada de cueillir les "fruits de cette bonne volonté."¹⁴ Le gouvernement du Premier ministre Lester B. Pearson était d'accord, et a rapidement offert au Maroc 1,5 million de dollars de farine de blé. Le nouveau programme d'aide mit une charge plus lourde sur l'ambassade de Madrid, et Rogers redoubla sa campagne pour l'ouverture d'une mission à Rabat. «Je suis convaincu, écrivit-il depuis l'Espagne, qu'un programme d'aide important au Maroc ne pourra pas être administré de façon efficace à partir d'ici.»

En outre, cela se fera au détriment des intérêts du Canada en Espagne alors même qu'ils étaient en forte augmentation. «Notre programme d'aide au Maroc, et par conséquent nos relations politiques avec le Maroc, a souligné l'ambassadeur, se dégraderaient totalement.»¹⁵

Le Ministère voulait l'aider, mais la demande soutenue pour l'affectation de diplomates aux pays nouvellement décolonisés en Afrique et dans les Caraïbes épuisa ses ressources, et il demanda à Rogers de la patience.¹⁶ Rogers, cependant, poursuivit sa campagne sans relâche en faveur d'une mission résidente. Écrivant en février 1968, il a de nouveau signalé que «les Marocains nous prendraient pour des fous, nous qui offrons des millions pour l'aide puis administrons le programme d'une façon indigne voire avare.» En 1969, il était clair que l'absence d'une mission canadienne résidente était devenu le problème majeur dans les relations canado-marocaines. Lorsque le successeur de Rogers, J.E.G. Hardy, a présenté ses lettres de créance en décembre, il indiqua tristement que «c'était le seul sujet consistant que le roi avait abordé.»¹⁷

Heureusement pour Hardy, les perspectives d'Ottawa allaient changer. Le Premier ministre Pierre Trudeau, élu en avril 1968, se dépêchait de promouvoir le patrimoine bilingue et biculturel du Canada à l'étranger. Son intérêt pour les relations avec les pays francophones reflétait sa détermination à contrecarrer les ambitions croissantes du Québec de s'assurer un rôle international distinct. Sa position était claire: " Il existe des pays grands, des pays petits, mais il n'y a pas de demi-pays"¹⁸. Quand Ottawa apprit que la province francophone avait prévu d'envoyer des experts conseillers à Rabat, le ministère des Affaires extérieures réagit. Mitchell Sharp, ministre des Affaires étrangères du Canada, accepta finalement d'ouvrir une mission à Rabat dans le courant de l'exercice 1970-1971, mais il signala que la question devrait suivre le processus normal, de la consultation interdépartementale à

l'approbation par le Cabinet.¹⁹ En attendant, et pour pallier à cette situation, le ministère décida de nommer un premier secrétaire (développement) supplémentaire à l'ambassade à Madrid, résidant à Rabat. Le personnel pour ce poste serait fourni par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), successeur du Bureau d'aide externe.²⁰

Certes c'était un progrès... La personne nommée, Tony Price, était déjà en place, et a ouvert un bureau de l'ACDI à Rabat en 1968 pour administrer le programme de 9,4 millions de dollars d'aide conclu cette année-là.²¹ Le bureau de Price était dans un petit appartement deux pièces au troisième étage d'un immeuble de deuxième catégorie situé dans une rue latérale à proximité de la place Piétri. Il fonctionnait comme une agence générale non officielle des affaires canadiennes, assurant une gamme de fonctions quasi-consulaires, commerciales, protocolaires, politiques et même sécuritaires, en plus de sa mission principale.²² L'ambassadeur britannique a qualifié cet arrangement "d'absurde".

L'impact positif de la promotion de Price au rang de Premier secrétaire fut entaché par la décision d'Ottawa d'ouvrir, en automne 1970, une mission en Algérie, rival régional acharné du Maroc. L'impact fut immédiat. Lors de la visite effectuée par Hardy à Rabat en mai suivant, ce dernier rencontra "un malaise général attribuable en bonne partie à la perplexité et à l'incompréhension [marocaines] face à la décision du Canada de donner préférence à Alger plutôt qu'à Rabat." L'ambassadeur dépité ne réussit pas à obtenir un rendez-vous avec le ministre des Affaires étrangères, et avertit Ottawa que «les réactions marocaines ont été encore plus négatives et troublées que nous ne l'avions prévu.»²³

Une initiative marocaine est venue finalement dissiper les nuages assombrissant de plus en plus les relations bilatérales. Rabat avait de bonnes raisons de chercher des relations plus étroites avec le Canada au début des années 1970. Le réseau diplomatique du Canada offrait un horizon plus large pour le Maroc postcolonial. Le Premier ministre Mohammed Karim Lamrani, par exemple, a informé Hardy qu'il se félicitait de "la dimension francophone de la politique étrangère du Canada." En outre, a-t-il ajouté, le Canada jouissait d'une motivation politique plus objective et bienveillante que les grandes puissances.²⁴ Le Roi Hassan II accueillit favorablement l'aide de plus en plus croissante du Canada à son pays, dont la prévision était de 40 millions de dollars pour la période 1973-77. Par ailleurs le souverain a été touché par la sympathie de Trudeau pour les problèmes du Tiers-Monde et son approche équilibrée aux questions méditerranéennes.²⁵ En octobre 1971, Hardy apprit que le Maroc avait décidé d'ouvrir une mission résidente à Ottawa au printemps suivant, même si Ottawa refusait de faire pareil.

La décision marocaine a forcé la main au Canada. En décembre 1971, lorsque Jean-Luc Pépin, ministre de l'Industrie et du Commerce, effectua une visite officielle au Maroc, une première pour un ministre de premier plan, il fut informé que la décision était irréversible. En mars 1974, le gouvernement accepta d'ouvrir une mission canadienne à Rabat, notifiant ainsi le Maroc de sa décision d'avril 1972.²⁶ Deux mois plus tard, en juin, une ambassade marocaine fut ouverte à Ottawa, avec Nouredine Hasnaoui, un expert dans le commerce et le développement économique, comme son premier ambassadeur.²⁷ Après un court séjour à l'Hôtel Holiday Inn, l'ambassade s'installa dans une modeste maison à tourelles à Sandy Hill, quartier agréable à proximité du centre-ville. Hasnaoui s'est installé, et est resté assez longtemps pour devenir le doyen du corps diplomatique, afin de développer une connaissance approfondie du Canada, et de tisser de solides relations politiques à Ottawa.

"Nous ne sommes pas que des amis des beaux jours," 1974-1995

La question de la représentation résolue, les relations bilatérales mûrissaient progressivement au cours des années 1970. Le Roi Hassan II en fit la remarque quand George Blouin présenta ses lettres de créance en février 1974, en tant que dernier ambassadeur non-résident du Canada.²⁸

En moins d'un an, Blouin partit, remplacé par Marc Baudouin, le premier ambassadeur résident du Canada à Rabat. Baudouin était un ancien vice-président de l'ACDI, et sa nomination reflétait l'importance croissante du programme d'aide du Canada au Maroc. En effet, pour l'exercice 1973-74, le Canada a dépensé 5,7 millions de dollars pour l'aide, et prenait en charge 75 enseignantes et enseignants et experts-conseils canadiens au Maroc, ainsi que 24 étudiants marocains au Canada.²⁹ Il subsistait certainement des problèmes. Un projet de relevé aérien de grande envergure, par exemple, s'est enlisé, et menaçait d'être compliqué. "Mais dans l'ensemble," se souvient un jeune diplomate, "c'était une époque pleine d'optimisme Il ne semblait y avoir aucune limite à la quantité de fonds que l'ACDI était prête à placer au Maroc."³⁰

L'aide fut complétée par le commerce. Celui-ci était resté modeste, mais le volume avait augmenté par rapport à la décennie précédente, stimulé en partie par une ligne de crédit de 5 millions de dollars offerte par l'ACDI en septembre 1973. Le directeur de l'ACDI, Paul Gérin-Lajoie, s'est rendu lui-même à Rabat pour signer l'accord, emmenant avec lui trois députés du Parlement. Gérin-Lajoie fut accueilli "comme un roi." Il s'est entretenu avec le roi et fut fêté par les ministres, soulignant par sa seule présence l'importance attachée par le Canada aux bonnes relations avec le Maroc.³¹

Au milieu des années 1970 les exportations annuelles du Canada vers les pays de l'Afrique du Nord totalisaient entre 2-3 millions de dollars pour

l'amiante, la rayonne, le blé, le bois et les machines agricoles. En retour, il importait entre 1-2 millions de dollars de marchandises, principalement des fruits et des légumes, des fibres textiles et des vêtements.³² L'avenir s'annonçait encore plus radieux. Compte tenu de l'orientation capitaliste du Maroc et du déclin de ses relations avec le bloc de l'Est communiste, insista Baudouin, les perspectives pour les entreprises canadiennes étaient bonnes. En effet, en 1976, l'ambassade avait déjà assez de travail pour justifier l'ouverture d'une section dédiée au commerce. Et l'année suivante, le Canada offrit encore un crédit de 38 millions de dollars au Maroc, tandis qu'une poignée d'entreprises canadiennes commencèrent à explorer le marché marocain pour les biens et services.³³

Les deux pays étaient en harmonie sur d'autres aspects. Le Maroc s'avérait une source féconde d'immigrants francophones: les juifs séfarades arrivés dans les années 1960 ont été suivis par un flux régulier de musulmans. En 1990, 14.460 Marocains, répartis également entre juifs et musulmans, avaient déménagé au Canada. Largement francophones, pour la plupart installés à Montréal, ceux-ci conféraient une importante dimension humaine à la relation.³⁴

Le Canada et le Maroc partageaient d'importants intérêts politiques aussi. L'histoire et la géographie ont attiré le Maroc vers les alliés du Canada en Europe occidentale, avec lesquels il entretenait des relations politiques, militaires et commerciales. En conséquence, les diplomates canadiens avaient tendance à négliger la maladresse de la réponse du gouvernement sur les critiques internes et sur la situation des droits de la personne assez déplorable du pays. (Les opposants ont qualifié cette époque «des années de plomb».) Les diplomates insistaient sur le fait que le Maroc possédait des institutions quasi-démocratiques, chose assez rare parmi les pays en voie de développement, que ces institutions reflétaient les valeurs canadiennes et,



qu'à ce titre il convenait de les encourager. Pour préserver les intérêts géopolitiques du Canada dans la confrontation permanente de la guerre froide avec Moscou, rappelait Baudouin au ministère des Affaires extérieures, il convenait de faire en sorte que le Maroc demeure un bastion de l'Occident en Afrique.³⁵ En effet, lorsque Gérard Pelletier, le ministre des Communications et proche confident de M. Trudeau, se rendit à Rabat en novembre 1974, il réaffirma "l'engagement moral et politique"³⁶ du Canada avec le Maroc. Le Premier ministre Trudeau, en vacances au Maroc en juillet 1978, laissa entendre la même chose lors d'une audience d'une heure avec le Roi Hassan II. La rencontre fut l'occasion pour les deux dirigeants d'exprimer des sentiments mutuels de grande considération.³⁷

Les relations n'étaient certes pas parfaites. Les changements de priorités de l'ACDI après 1975 ont menacé le flux de l'aide vers le Maroc, même si un lobbying efficace de l'ambassadeur Hasnaoui et de l'opposition du ministère des Affaires extérieures avait convaincu l'ACDI de faire une sortie prudente et graduelle de ses opérations au Maghreb.³⁸ Rabat a également regretté la position neutre du Canada face à son différend avec l'Algérie sur le Sahara occidental.³⁹ Plus important encore, les relations se sont tendues lorsque le Premier ministre conservateur Joe Clark, élu en mai 1979, a décidé de déplacer l'ambassade du Canada en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. Le Maroc, en commun accord avec d'autres États arabes, s'est fortement opposé à la décision, même si par ailleurs il a contribué à atténuer la réaction arabe en refusant de condamner le Canada ou de rompre les relations commerciales.⁴⁰ Clark finit par revenir sur sa décision, en rejetant les revendications israéliennes sur Jérusalem-Est, mais le mal était fait. Le Maroc est resté sceptique quant à la politique du Canada au Moyen-Orient, qui, comme l'a expliqué le ministre des Affaires étrangères Mohammed Boucetta, n'était plus assez pro-arabe.⁴¹

Trudeau a été réélu lors de l'élection fédérale de février 1980, et alors que son nouveau ministre des Affaires étrangères, Mark MacGuigan, s'installait à son poste, le Maroc gagnait petit à petit de la place dans la liste des priorités d'Ottawa. Bien que les relations avec Rabat soient restées courtoises et correctes, les fonctionnaires canadiens s'inquiétaient de l'impact durable de la lente retraite de l'ACDI du Maghreb et du faux-pas de Clark relatif à Jérusalem. Ils s'inquiétaient aussi des nouvelles tensions liées aux soubresauts qui apparaissaient dans l'économie mondiale alors que celle-ci allait droit à la récession. Selon eux, il s'agissait d'un partenariat qu'il fallait sauvegarder. En tant qu'État arabe modéré lié étroitement au monde francophone, le Maroc restait un lien international important pour le Canada. C'était aussi un pays avec lequel le Canada avait enregistré un excédent commercial croissant, quelque 60 millions de \$ en 1979.⁴²

Le ministère des Affaires extérieures a encouragé MacGuigan à faire pression sur le gouvernement pour restaurer la place du Maroc sur la liste de l'ACDI comme un «pays d'importance», éligible à plus d'aide canadienne. Les diplomates ont également recommandé au ministre des Affaires étrangères de créer une commission canado-marocaine pour promouvoir une coopération économique plus intensive. En outre, ils ont exhorté MacGuigan à inviter son homologue marocain à effectuer une visite officielle au Canada, la première d'une série d'échanges ministériels.⁴³ Ces mesures, a insisté Michael Shenstone, le sous-secrétaire adjoint pour le Moyen-Orient et l'Afrique, "sortiraient la relation du cocon de négligence, et la rendraient plus équilibrée par rapport à la Tunisie et à l'Algérie."⁴⁴ Elles marqueraient aussi la première visite au Canada d'un ministre arabe des Affaires étrangères en près d'une décennie. MacGuigan, partisan de longue date de l'aide étrangère et de meilleures relations Nord-Sud, ne demandait qu'à se laisser convaincre.⁴⁵

Le timing de l'initiative MacGuigan était fortuit. Il coïncida avec les craintes croissantes de Rabat de voir ses amis nord-américains soutenir l'Algérie dans le long conflit acrimonieux sur le Sahara occidental. En mai 1981, le ministre des Affaires étrangères du Maroc, Mohammed Boucetta, s'envola pour Ottawa pour expliquer le problème et pour être rassuré. Le voyage de Boucetta et une seconde visite de Trudeau au Roi Hassan II en août, donnèrent une impulsion politique aux plans de MacGuigan pour la création d'une commission mixte.⁴⁶ En octobre, Boucetta était de retour à Ottawa pour signer un accord visant à établir la Commission bilatérale Canada-Maroc et pour ouvrir un nouveau consulat général à Montréal. En février 1982, Pierre De Bané, le ministre d'Etat en poste depuis longtemps aux Relations extérieures, dirigea la délégation du Canada lors des premières réunions de la commission à Rabat, où le Roi Hassan II l'accueillit comme un ami. "Ces réunions," a promis De Bané, "vont permettre aux deux pays de travailler pour réaliser l'objectif commun de développement de nos économies et une meilleure assimilation de nos valeurs culturelles."⁴⁷ C'était un début encourageant pour les nouvelles relations.⁴⁸

L'initiative de MacGuigan et l'échange de visites de haut niveau ont initié une longue période de coopération bilatérale fructueuse qui s'étendra loin dans la prochaine décennie. Le Canada a répondu présent lorsque le Maroc a rencontré des difficultés dans la balance des paiements en 1983, contribuant de quelque dix millions de dollars supplémentaires d'aide étrangère, conscient que "nous devons nous montrer plus actifs si nous voulons être considérés comme plus que des amis des beaux jours seulement."⁴⁹ Quelques années plus tard, lorsque le Premier ministre marocain Azzeddine Laraki s'inquiétait de l'état des relations, l'ambassadeur Esmond Butler pouvait le rassurer en mentionnant une liste impressionnante de réalisations bilatérales: Petro-Canada venait de signer un accord de forage; des accords culturels étaient activement en cours, y compris un accord sur la

coproduction cinématographique; Hydro-Québec était en train de discuter de l'électrification rurale; Bell Canada poursuivait activement un contrat de communication, et il y avait une possibilité de vendre des phosphates au Canada tandis que des ambulances canadiennes avaient été vendues au Maroc. Laraki fut impressionné. «Les Canadiens», a-t-il remarqué avec plaisir, "font un suivi des projets dans lesquels ils sont impliqués."⁵⁰ À la fin des années 1980, le Maroc était parmi les dix premiers bénéficiaires de l'aide canadienne et l'un des plus précieux partenaires économiques du Canada en Afrique et au Moyen-Orient.⁵¹ Avec le soutien mesuré du Roi Hassan II, les exportations avoisinaient constamment les 200 \$ millions de dollars annuellement, la plupart pour le soufre, tandis que les importations en provenance du Maroc, en grande partie agricoles, totalisaient moins de la moitié de ce montant.⁵²

Laraki a été impressionné aussi par le successeur de Trudeau, le Premier ministre conservateur Brian Mulroney. Il a salué les efforts de Mulroney pour faciliter les charges de la dette des pays en développement et a admiré son opposition résolue à l'apartheid en Afrique du Sud.⁵³ Bien que les contacts politiques étaient irréguliers et rares, se plaignait l'ambassadeur du Canada Wilfrid Licari, un point de vue partagé sur les principaux défis dans le monde post-guerre froide cimentait la coopération. La guerre froide ayant reculé après l'effondrement du mur de Berlin en 1989, les deux pays soulignèrent l'importance de l'amélioration de la sécurité locale et régionale. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a aidé les autorités marocaines à moderniser leur système de commandement et de contrôle en 1990.⁵⁴ Lorsque l'Organisation des Nations Unies (ONU) a envoyé des casques bleus au Sahara occidental, le Canada s'y est joint, en expédiant un contingent de trois cents soldats. Ceux-ci sont restés jusqu'en 1994.⁵⁵ Le Canada a également participé à des sommets économiques à Casablanca et à Amman, Jordanie, en

1994 et 1995, afin d'aider à consolider la paix au Moyen-Orient, en renforçant la coopération économique régionale. Des échanges bilatéraux réguliers de haut niveau à l'ONU à New York et lors des réunions de la Francophonie ont renforcé cette tendance croissante de la consultation multilatérale et de la coopération.⁵⁶

"Un Second Souffle", 1995-2012

Au milieu des années 1990, les décideurs des deux côtés de l'Atlantique ont examiné scrupuleusement les relations bilatérales. Les diplomates canadiens ont été perturbés par la chute soudaine du prix du soufre, qui avait réduit la valeur totale des exportations du Canada au Maroc de 205,9 millions de dollars en 1991 à 73,3 millions de dollars en 1994.⁵⁷ Les ministres et les hommes d'affaires en visite s'inquiétaient aussi de la "réussite marginale" du Canada dans les marchés non-traditionnels et soupçonnaient Rabat de favoriser ses partenaires commerciaux européens. En effet, les difficultés rencontrées par SR Telecom cherchant à obtenir un contrat de 32 millions de dollars pour un réseau téléphonique rural sont devenus une «source d'irritation» bilatérale. Pour sa part, frustré par l'échec des négociations commerciales avec l'Union européenne, le Maroc se tournait de plus en plus vers le Canada, mu par une volonté de diversifier son réseau commercial mondial. Au début de 1995, les hauts diplomates marocains ont lancé deux idées pour renforcer les relations: un projet de pêche commun, portant sur la gestion et la conservation, et une large initiative commerciale, peut-être même une « mini-zone de libre-échange ».⁵⁸

L'ambassadeur du Canada Robin Higham était ravi. Une initiative commerciale, s'est-il extasié, donnerait au Canada la chance d'atteindre "un nouveau niveau de collaboration avec le Maroc ... et d'établir un bastion

solide et plus stable en Afrique du Nord ". Les négociations se feraient en parallèle avec les pourparlers déjà en cours avec Israël et équilibreraient un marché anglophone avec un autre francophone, démontrant au Québec –se préparant à un second référendum sur la séparation du Canada- la valeur de la Confédération. Avec un budget d'aide du Canada revu à la baisse suite aux efforts d'Ottawa pour faire face à son déficit, un accord commercial donnerait de la consistance au mantra vide de "trade not aid" (*le commerce, pas l'aide*). En outre, a ajouté le diplomate, un accord "renforcerait les liens avec un partenaire arabe/islamique amical et modéré, de plus en plus démocratique et économiquement prospère ".⁵⁹

Quoique soucieux d'en savoir plus, les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) se sont montrés prudents. Ils ont avancé la nécessité de consulter les exportateurs canadiens avant d'entamer des négociations commerciales, mais se sont félicités de l'opportunité de mesurer l'engagement du Maroc à élever les relations à un niveau supérieur. Pour le moment, pensaient-ils, une mission de pêche serait possible, ou une prochaine visite au Canada du ministre marocain chargé de la privatisation et des entreprises de l'État qui pourrait lancer des négociations avec le secteur privé.⁶⁰

Cela était à peine suffisant pour Rabat. Lorsque Taïeb Fassi-Fihri, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et de la Coopération, a rencontré Higham qui se préparait à partir, en avril, il lui parla sèchement. Autour d'un plateau de thé à la menthe et de pâtisseries, Fassi-Fihri rejeta les initiatives techniques et économiques limitées les considérant insuffisantes. Il était temps, a insisté le ministre, d'entamer des discussions politiques de haut niveau, l'expression d'une "volonté bilatérale".⁶¹ Ce point a été souligné à nouveau en novembre, lorsque le Premier ministre (et ministre des Affaires étrangères) Abdellatif Filali rencontra son collègue canadien, André Ouellet,

en marge du sommet économique d'Amman. Filali a exhorté le ministre des Affaires étrangères du Canada à visiter le Maroc rapidement, insistant sur le fait qu'«il fallait une impulsion nouvelle pour redonner vie à un mouvement qui s'est un peu essouffé.»⁶² Ouellet accepta, et en décembre, il se rendit à Rabat.

L'escale de quatre heures d'Ouellet était loin de la visite officielle souhaitée par les Marocains, mais elle fut suffisante pour "donner un deuxième souffle aux relations bilatérales."⁶³ L'ambiance était chaleureuse et conviviale, et les ministres ont convenu que la Commission bilatérale se réunirait à nouveau bientôt au Canada pour envisager une zone de libre-échange, avec Filali à la tête de la délégation marocaine. Ouellet a également invité les Marocains à envoyer une délégation d'affaires au Canada pour s'entretenir avec les entrepreneurs canadiens, tandis que des représentants canadiens viendraient au Maroc pour discuter de la coopération halieutique.⁶⁴

De nouveaux progrès s'ensuivirent. En octobre 1995, Filali a été chaleureusement accueilli à Ottawa par Ouellet et Art Eggleton, ministre du Commerce international. Filali et Eggleton, co-présidents de la Commission bilatérale, suite à un ordre du jour très chargé, ont émis une déclaration de partenariat politique, technologique et économique. Cette déclaration a souligné le rôle croissant du secteur privé comme principal levier pour resserrer les liens commerciaux. La transition de "l'aide au commerce" existait déjà avec la création de la Chambre de commerce Canado-Marocaine en 1994. La déclaration a également encouragé l'Alliance des Manufacturiers et Exportateurs du Canada et son équivalent marocain à adhérer à un conseil de partenariat qui faciliterait les échanges commerciaux. Ce conseil s'est réuni pour la première fois en mars 1998.⁶⁵

La déclaration de partenariat a ouvert la voie à d'autres accords bilatéraux utiles. Deux programmes innovants de l'ACDI, le Fonds de Développement du Secteur Privé (PSFD) et le Programme de Renforcement Institutionnel Canadien (PRICAM), visant à aider le Maroc à développer la structure de son secteur privé et à renforcer sa gouvernance, ont été mis en place en juin 1996.⁶⁷ Six mois plus tard, Don Boudria, le ministre de la Coopération internationale, arriva à Rabat pour signer un Accord général de coopération. Dès la fin de 1997, il y eut des accords bilatéraux sur la sécurité sociale, les visas, le transfert de prisonniers, et l'aviation civile.

L'atmosphère était prometteuse. Sous l'impulsion, bien évidemment, du commerce qui avait rebondi de façon spectaculaire dans les années 1990. Les exportations canadiennes avaient atteint 200 millions de dollars en 1996 et sont restées élevées, car le prix du blé avait augmenté et les mauvaises récoltes ont forcé Rabat à importer de grandes quantités de blé dur. Les ventes de biens et services canadiens aussi, pour atteindre une valeur estimée à 25 millions de dollars en 1997. Au cours des années suivantes, les délégués commerciaux canadiens ont travaillé fort pour renforcer les exportations vers la région. Pendant la seule année 1998, Ottawa a envoyé des missions commerciales dans les domaines de l'environnement, de la santé, des télécommunications, de l'éducation, et du secteur minier. Deux ans plus tard, le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, a conduit une délégation de 120 hommes d'affaires canadiens au Maroc, la plus importante mission commerciale canadienne jamais envoyée dans la région. Ils ont quitté Casablanca se félicitant de sept grandes ventes d'une valeur de près de 90 millions de dollars.⁶⁷ En 2001, les importations du Canada avaient atteint 253 millions de dollars, faisant du Maroc le cinquième marché canadien le plus important en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

La fin de la guerre froide a renforcé les liens multilatéraux à l'ONU et dans la Francophonie. Rabat a soutenu le programme innovant de sécurité humaine promu par le ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, dont les politiques privilégiaient la sécurité individuelle sur la souveraineté de l'État. Il fut quelque peu gêné par le refus du Maroc de signer la convention historique d'Ottawa interdisant les mines anti-personnelles, mais ce fut facile à occulter. Les pays étaient alliés dans la première guerre du Golfe contre l'Irak en 1990, et leurs troupes ont servi ensemble comme soldats de la paix en Haïti et dans les Balkans.

Le Maroc a apprécié l'aide d'Ottawa dans le difficile processus onusien des pourparlers de paix au Sahara occidental, même si Rabat avait espéré recevoir un soutien plus fort de la part du Canada, du moins en privé. Les diplomates canadiens ont bien accueilli les perspectives modérées du Roi Hassan II, au moment où le radicalisme islamique s'emparait de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, et ils furent encouragés quand il a progressivement introduit des réformes politiques au cours des années 1990.

Ils ont applaudi quand le souverain a transféré le gouvernement au leader de l'opposition de gauche Abderrahmane Youssoufi après les élections législatives de 1997. Il restait seulement un problème potentiel: le Québec. L'ambassadeur sortant, Jean-Guy Saint-Martin, craignait que le rôle actif de la province au Maroc puisse entraver les relations canado-marocaines. Pour éviter "le prisme québécois», il a exhorté Ottawa à renforcer la présence du gouvernement fédéral au Maroc.⁶⁹

Cela fut vite fait. Le 24 février 1999, le Gouverneur-Général Roméo Leblanc atterrit à Rabat, premier chef d'État canadien à visiter le Maroc. Il était accompagné par le ministre de la Coopération internationale, Diane Marleau, par un groupe parlementaire, par des chefs d'entreprises et des

ONG, et par une délégation culturelle d'écrivains et d'artistes. Le Gouverneur-Général a été chaleureusement accueilli par le Roi Hassan II et le Premier ministre Youssoufi. Ils ont félicité le Canada de l'accueil offert aux réfugiés du Moyen-Orient, lui ont reproché son manque d'investissements au Maroc, et ont poussé le Gouverneur-Général vers une « concertation plus politique ». « Le gouvernement marocain, a rapporté le nouvel ambassadeur du Canada, Mark Bailey, a été visiblement ravi par la visite et par le message de soutien aux institutions démocratiques marocaines. « C'était, disait-il, une contribution réussie et positive au développement des relations bilatérales. »⁷⁰

Les attentats terroristes de New York et de Washington du 11 septembre 2001 ont jeté une ombre sur la décennie qui suivit. Le Canada se rallia à l'OTAN pour combattre Al-Qaïda en Afghanistan, mais recherchait aussi les origines de l'instabilité mondiale. Le Premier ministre Jean Chrétien a dénoncé la pauvreté, pas le terrorisme, comme "la pire forme de violence", et il a lancé une croisade au sein du G8 pour améliorer la perception de l'Afrique.⁷¹ Dans ce climat tumultueux, le Maroc était plus important que jamais pour les politiciens et les diplomates canadiens. Ceux-ci ont apprécié sa stabilité politique, renforcée lorsque le Roi Mohammed VI assumait le pouvoir en succédant à son père, Feu Hassan II, en juillet 1999. Ils se sont félicités de l'Islam modéré de son pays: le Maroc était le seul État musulman à commémorer les attaques avec un service œcuménique. Et ils ont suivi les élections en 2002 - «marquées par la transparence et l'arrivée en force des femmes sur la scène politique» - comme la preuve rassurante de l'attachement de Rabat à la réforme démocratique. Il était significatif, qu'en avril 2002, lorsque Jean Chrétien s'envola vers l'Afrique pour obtenir un soutien pour sa croisade, il s'arrêta d'abord au Maroc, passerelle vers le Maghreb et l'Afrique sub-saharienne.

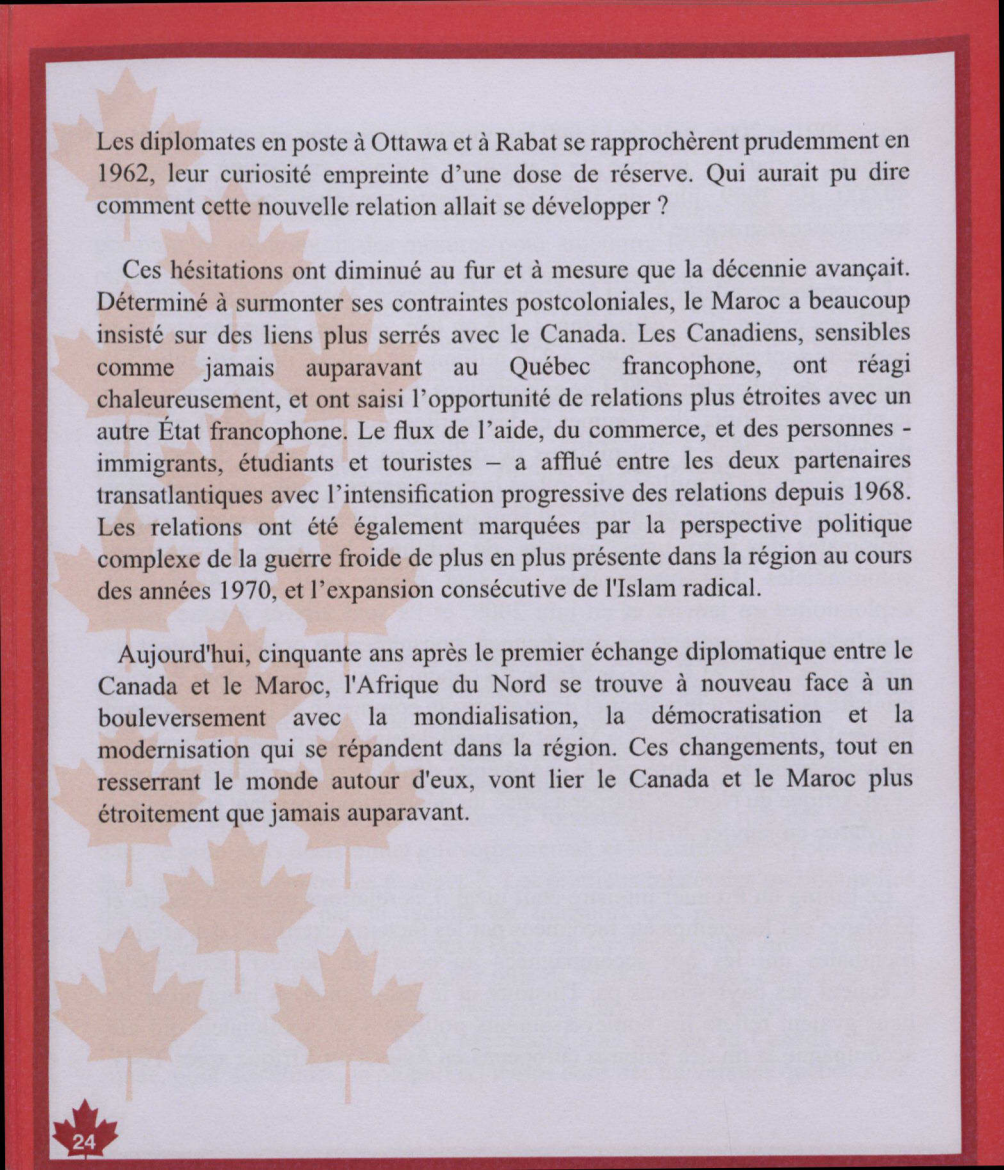
Les attentats terroristes de Casablanca en mai 2003 et les réformes libérales sociales et politiques du souverain marocain, dont la création de l'Instance Équité et Réconciliation pour lutter contre les violations des droits de la personne et promouvoir des mesures pour améliorer les droits des femmes, ont renforcé les liens entre Rabat et les démocraties occidentales, y compris le Canada. Un flot de visiteurs de haut niveau en provenance du Canada a commencé à courtiser ce pays nord-africain. En 2003, le Comité permanent des affaires étrangères de la Chambre des Communes s'y est rendu à deux reprises, suivi par le président de la Chambre des Communes, Peter Milliken, et Denis Paradis, secrétaire d'État pour l'Afrique, l'Amérique latine et la Francophonie. Le nouveau Premier ministre, Paul Martin, et la nouvelle Gouverneure - Générale, Michaëlle Jean, ont découvert le Maroc, en 2004 et 2006 respectivement. Le premier ministre Stephen Harper, élu en janvier 2006, a dépêché son secrétaire parlementaire, Jason Kenny, au Maroc en juillet.

Ces visiteurs avaient beaucoup à découvrir. L'ACDI transféra son aide vers de «nouvelles» priorités de réformes identifiées par le gouvernement marocain - l'éducation de base, la formation professionnelle et le développement économique et social. Les fonds de l'ambassade pour les initiatives locales et un nouveau programme, le fonds d'appui à l'égalité entre les sexes, appuyaient les droits humains fondamentaux, le rôle des femmes dans le processus décisionnel gouvernemental, et les campagnes pour mettre fin à la violence contre les femmes.⁷² Les relations bilatérales traditionnelles ont été renforcées par la facilité du transport des personnes à travers l'Atlantique. Royal Air Maroc, qui a lancé un service régulier entre Montréal et Casablanca en 1975, a transporté plus de 35,000 touristes canadiens vers les villes impériales et les plages ensoleillées dans la seule année de 2005.⁷³ A partir de 2006, environ 3,000 Marocains sont arrivés au Canada chaque année, pour des études, la plupart du temps dans des universités québécoises.

Entre 2001 et 2006, près de 15,000 immigrants marocains se sont installés au Canada, portant le nombre de Canadiens d'origine marocaine à près de 40,000. En 2009, plus de 100,000 résidents canadiens ont déclaré leur ascendance marocaine.⁷⁴

Le commerce bilatéral s'est également développé. Après une forte baisse en 2002, les exportations canadiennes, blé en tête, puis les légumineuses et le papier se sont élevées en 2005, à 212 millions de dollars, pour atteindre 375 millions de dollars en 2009. Les exportations du Maroc vers le Canada, pour la plupart des fruits, des légumes et des textiles, ont grimpé de 151 millions de dollars en 2005 à 218 millions de dollars en 2007, avant de retomber brusquement à 138 millions de dollars la même année à cause de la récession qui a saisi l'économie mondiale.⁷⁵ Il était peut-être temps, se demandaient les diplomates des deux pays, inquiets, de solidifier les bases des relations commerciales. Les responsables se sont réunis pour des discussions exploratoires en janvier et en juin 2009, et ils sont arrivés à cette même conclusion. Les entreprises canadiennes, consultées en octobre, étaient du même avis. "Une ZLE avec le Maroc," a conclu le gouvernement du Premier ministre Harper, "a le potentiel d'améliorer le commerce et l'investissement bilatéral entre nos pays ... Le Maroc pourrait devenir une passerelle vers une nouvelle présence commerciale canadienne dans la région méditerranéenne et en Afrique du Nord."⁷⁶ Harper a lancé les négociations pendant son voyage au Maroc en janvier 2011.⁷⁷

Le timing du Premier ministre était idéal. Les relations entre le Canada et le Maroc ont longtemps été façonnées par les facteurs extérieurs des affaires mondiales qui les ont accompagnées au cours du dernier demi-siècle. C'étaient des pays séparés par l'histoire et la géographie, et leurs premiers liens avaient reflété les bouleversements politiques et émotionnels qui ont accompagné la fin des empires européens en Asie et en Afrique après 1945.



Les diplomates en poste à Ottawa et à Rabat se rapprochèrent prudemment en 1962, leur curiosité empreinte d'une dose de réserve. Qui aurait pu dire comment cette nouvelle relation allait se développer ?

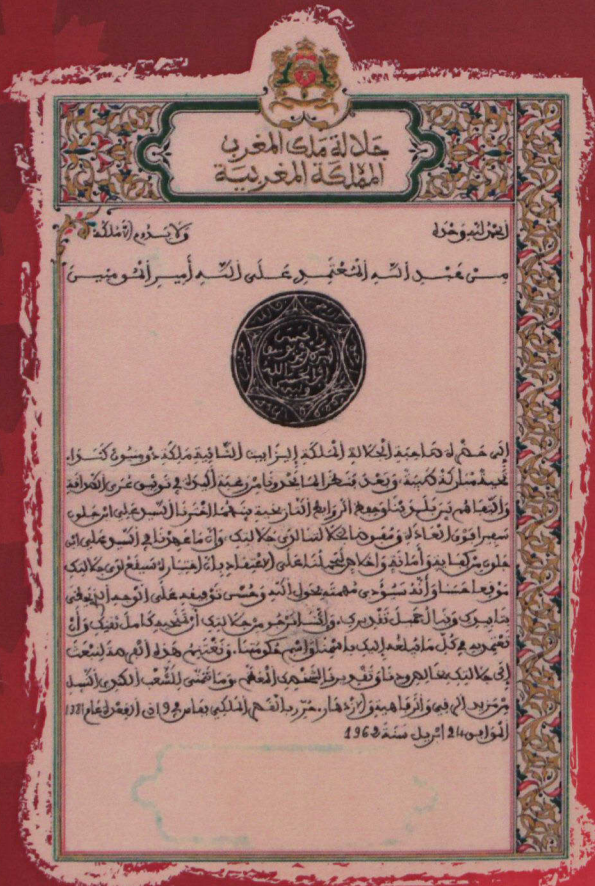
Ces hésitations ont diminué au fur et à mesure que la décennie avançait. Déterminé à surmonter ses contraintes postcoloniales, le Maroc a beaucoup insisté sur des liens plus serrés avec le Canada. Les Canadiens, sensibles comme jamais auparavant au Québec francophone, ont réagi chaleureusement, et ont saisi l'opportunité de relations plus étroites avec un autre État francophone. Le flux de l'aide, du commerce, et des personnes - immigrants, étudiants et touristes - a afflué entre les deux partenaires transatlantiques avec l'intensification progressive des relations depuis 1968. Les relations ont été également marquées par la perspective politique complexe de la guerre froide de plus en plus présente dans la région au cours des années 1970, et l'expansion consécutive de l'Islam radical.


Aujourd'hui, cinquante ans après le premier échange diplomatique entre le Canada et le Maroc, l'Afrique du Nord se trouve à nouveau face à un bouleversement avec la mondialisation, la démocratisation et la modernisation qui se répandent dans la région. Ces changements, tout en resserrant le monde autour d'eux, vont lier le Canada et le Maroc plus étroitement que jamais auparavant.



DOC
CA1
EA510
2012M56
EXF

“More than Fair-Weather Friends:”





Edited by the
Canadian Embassy
Rabat - June 2012

Note: The author would like to thank Fred McEvoy, Chris Cook, Michael Stevenson, Robin Gendron, and Norman Hillmer for their help with this paper. The views in it are the author's alone, and do alone, and do not represent the views or policies of the Department of Foreign Affairs and International Trade or the Government of Canada.

DOC

.64322587 (E)
.64322599 (F)



Greg Donaghy
Historical Section Policy
Research Division

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Foreign Affairs and Int. Trade
Affaires étrangères et Commerce int.

AVR 11 2013
APR

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Under overcast Moroccan skies, Prime Minister Stephen Harper headed up Rabat's Yacoub al-Mansour esplanade, through the ruins of a twelfth-century mosque, to the Mausoleum of King Mohammed V, founder of modern Morocco. With its stark profile and green roof, the tomb is a marvel of contemporary Islamic design, and the Prime Minister was impressed. As the day went on and the pace picked up, he met monarch and ministers, signed deals on education and training, and offered talks on free trade. "More trade," he promised, "can only serve to make both our countries more prosperous and to strengthen our trans-Atlantic ties." He dealt too with Canada's response to the popular unrest sweeping North Africa and the Middle East. The "Arab Spring," as it was soon dubbed, dominated his stay, and he was clear where Canada stood. "We support the democratic development that is taking place" in Tunisia and Egypt, he declared, "and obviously want to see that proceed positively."²

Prime Minister Harper's one-day visit, on 27 January 2011, reflected familiar bilateral themes. For fifty years, since 1962, Canada and Morocco have maintained diplomatic relations, close ties fashioned against the turbulent backdrop of contemporary Arab modernization. From the start, the two countries, so distant in history and geography, have valued each other as "gateways" to other, larger worlds. Bolstered by measures of aid and trade, and the easy flow of students and travellers, it has been a low-key, but successful partnership.

"Dividends of Good Will," 1956-74

Relations with Morocco began well. Canada was quick to recognize the new state when it seized its freedom from France in 1956, anxious to win Rabat's friendship in the raging Cold War contest that pitted the Western democracies against the Communist Soviet Union. Hurried plans were made

to send Paul Beaulieu, a veteran diplomat, to North Africa to chart an expansive future. His welcome was warm, and he found scope for initiative. "A stand must be taken now," he urged on his return home, "if we wish to prevent the infiltration of communism."³ But there were dangers too. War in Algeria, crisis in Egypt, and bruised feelings in post-colonial Paris gave pause for thought. So too did Canada's tight-fisted finance department, which made no secret of its hostility to spending its cash in faraway North Africa. Morocco quickly faded from sight.

That changed in December 1961 when Ahmed Balafrej, minister of State and personal representative of the Moroccan monarch, Mohammed V, arrived in Ottawa for a visit. Canada had recently helped the small country of 11.6 million people manage public health crises caused by contaminated cooking oil and earthquakes in Agadir, small gestures, much appreciated. Perhaps reflecting on their own post-colonial status, Moroccan policy-makers were said to admire Canada – "a country that had managed to keep its independence despite its very close connections with major powers" – and the King hoped to establish diplomatic relations.⁴

Prime Minister John Diefenbaker's Conservative government welcomed the initiative. His secretary of State for External affairs, Howard Green, was embarked on a quixotic crusade for nuclear disarmament, and considered the newly-independent countries of Africa (and Asia) his natural allies. With an eye on Quebec, already stirring with the nationalist ferment of Quiet Revolution, Canadian policy-makers seized the chance to reach out to a francophone nation. But the end of the long post-war economic boom had left Canada broke and unable to afford a mission in Rabat. Instead, Green offered to accredit a representative from a nearby mission. This happy compromise was accepted by Morocco, which agreed in turn to accredit its ambassador in Washington to Ottawa.⁵ On 23 January 1962, Cabinet appointed Canada's

ambassador in Madrid, Jean Bruchési, to Rabat.⁶ Cabinet's decision was relayed to Morocco, which agreed to establish formal diplomatic relations on 17 May 1962.⁷

Bruchési had enjoyed distinguished careers as an historian and deputy minister in Quebec's conservative Union Nationale government, when Diefenbaker named him to the foreign service. He possessed the innate dignity and reserved bearing of an old world diplomat, and he struck the right note in the ancient Moroccan kingdom. Bruchési presented his credentials to Mohammed V's son and heir, King Hassan II at his summer palace in Tangiers on 7 September 1962. King Hassan II greeted him warmly, praised Canada as "a country which has no colonialist ambition ... and is always ready to help the countries which have urgent needs, in a spirit of humility,"⁸ and sent him to work. From his busy perch in Madrid, Bruchési oversaw a modest aid program, which dispatched a handful of teachers to Morocco in 1963, reported on local political developments, and provided limited consular assistance to the small number of Canadians, mostly Catholic missionaries, living in the country. Trade, which amounted to just \$500,000 annually in exports of asbestos, synthetic rubber, and fountain pens, remained the responsibility of Canada's commercial counsellor in Paris.⁹

Even this limited mandate proved hard to manage. Though helpful, the British Embassy in Rabat, on whom Bruchési was forced to rely for help with consular cases and information activities, resented the frequent demands on its time. Moroccan officials were similarly upset when asked to direct trade questions through the Canadian Embassy in Paris, capital of Morocco's former colonial ruler. Relations, the ambassador insisted, would not improve until Canada opened its own diplomatic mission in Rabat. This step, he argued, would "produce the best results for Canadian-Moroccan relations."¹⁰

Ottawa was unsympathetic, and Bruchési's successor, Benjamin Rogers, remained based in Madrid following his appointment in June 1964. Rogers was a seasoned diplomat, who joined the Department of External Affairs in 1938, and had already enjoyed stints as ambassador to Peru and Turkey as well as deputy high commissioner to London. He was especially impressed by King Hassan II. As the Cold War clash pushed deeper into the developing world, King Hassan II was the sort of leader Canadian officials hoped to find among the non-aligned nations of the developing world. Rogers judged him "a hard-working, intelligent and even statesmanlike figure, who is using his prestige as a traditional monarch to bring his people into the twentieth century ... His influence is that of a moderate ... He accepts economic and technical help from the Soviet bloc, but takes care not to allow communist influence to become excessive, and is basically pro-western."¹¹

The Canadian ambassador was deeply frustrated, however, by repeated setbacks in the relationship. In 1965, Canada's External Aid Office withdrew an offer for additional French-speaking teachers because Rabat failed to find accommodation for them or conclude a formal aid agreement. Another blow followed in 1966, when Ottawa decided to open a mission in neighbouring Tunisia, citing a larger number of Canadians and a more active aid program.¹² Rogers glossed over the slight, and promised to send his staff to Rabat more often, but the Moroccan Foreign minister, Ahmed Taibi, was unimpressed. He tartly remarked that "he hoped [Canada] would do better than that."¹³

Rogers hoped so too, and when drought swept across North Africa later that year, he was pleased with Canada's speedy reaction. A generous response, argued diplomats in the East Block headquarters of the Department of External Affairs, would reinforce Morocco's Western outlook and earn Canada "appreciable dividends of good will."¹⁴ Prime Minister Lester B. Pearson's government agreed, and promptly offered Morocco \$1.5 million

worth of wheat flour. The new aid program placed a heavier load on the Madrid Embassy, and Rogers redoubled his campaign for a mission in Rabat. "I am convinced," he wrote from Spain, "that a sizeable aid program in Morocco cannot be administered effectively from here." Moreover, doing so meant neglecting Canada's interests in Spain just as they were rapidly increasing. "Our aid programme in Morocco, and consequently our political relations with Morocco," the ambassador warned, will turn "completely sour."¹⁵

The Department wanted to help, but the steady demand for diplomats to staff new missions across post-colonial Africa and the Caribbean sapped its resources, and it begged for patience.¹⁶ Rogers, however, continued his relentless campaign for a resident mission. Writing in February 1968, he cautioned again that "the Moroccans would think us mad to be giving them millions in aid and then administering the programme in an undignified, cheap-skate way." By 1969, it was clear that the absence of a resident Canadian mission had become the major issue in Canadian-Moroccan relations. When Rogers' successor, J.E.G. Hardy, presented his credentials in December, he reported mournfully that "it was the only subject of any substance mentioned by the King."¹⁷

Happily for Hardy, Ottawa's perspective was shifting. Prime Minister Pierre Trudeau, elected in April 1968, was anxious to project Canada's bilingual and bicultural heritage abroad. His interest in relations with French-speaking countries reflected his determination to thwart Quebec's growing ambitions to secure its own distinct international role. His position was clear: "There exist great and small countries; there are no half-countries."¹⁸ When Ottawa learned that the francophone province planned to send expert advisors to Rabat, External Affairs responded. Canada's Foreign minister, Mitchell Sharp, finally agreed to open a mission

in Rabat during the 1970-71 fiscal year, though he warned that the question would have to wend its way through the inter-departmental consultative process to cabinet for approval.¹⁹ Meanwhile, as a stopgap measure, the department decided to appoint an additional First Secretary (Development) to the embassy in Madrid, with a permanent residence in Rabat. The position was to be staffed by the Canadian International Development Agency (CIDA), successor to the External Aid Office.²⁰

This was progress, of a kind. The appointee, Tony Price, was already in place, having opened a CIDA office in Rabat in 1968 to administer the \$9.4 million aid program concluded that year.²¹ Price's bureau was housed in a cheap two-bedroom apartment on the third floor of a "second rate" building down a side street near Place Piétri. It operated as an "unofficial agency general for Canadian affairs," offering a "gamut of quasi consular, commercial, protocol, political and even security, in addition to his primary aid, functions."²² The British ambassador called the arrangement "absurd."

The positive impact of Price's promotion to first secretary was offset by Ottawa's decision in the fall of 1970 to open a mission in Algeria, Morocco's bitter regional rival. The impact was immediate. When Hardy toured Rabat the following May, he encountered "a general malaise which must be ascribed in good part to [Moroccan] perplexity and incomprehension in face of the Canadian decision to give preference to Algiers over Rabat." The hapless ambassador failed to obtain an appointment with the foreign minister, and warned Ottawa that "Moroccan reactions have been even more negative and disturbed than we had anticipated."²³

Moroccan initiative finally cut through the gathering bilateral gloom. There were good reasons for Rabat to seek closer relations with Canada by the early 1970s. Canada's diplomatic network offered a broader horizon for

postcolonial Morocco. Prime Minister Mohammed Karim Lamrani, for instance, told Hardy that he welcomed the “Francophone dimension of Canada’s foreign policy.” Moreover, he added, Canada enjoyed a “more objective and benevolent political motivation” than the major powers.²⁴ King Hassan II welcomed Canada’s growing aid presence in his country, which was expected to total some \$40 million in the period 1973-77. The monarch was also attracted by Trudeau’s sympathy for Third World problems and his balanced approach to Mediterranean issues.²⁵ In October 1971, Hardy learned that Morocco had decided to open a resident mission in Ottawa the following spring even if Ottawa declined to reciprocate.

The Moroccan decision forced Canada’s hand. In December 1971, when Jean-Luc Pépin, minister of Industry, Trade and Commerce, made an official visit to Morocco, the first by a senior cabinet minister, he was firmly told that the decision was irreversible. The following March, cabinet agreed to open a Canadian mission in Rabat in 1974, notifying Morocco of its decision in April 1972.²⁶ Two months later, in June, a Moroccan embassy opened in Ottawa, with Nouredine Hasnaoui, an expert in trade and economic development, as its first ambassador.²⁷ After a short stint in a Holiday Inn Hotel, the embassy settled into a modest turreted house in Sandy Hill, an attractive neighbourhood just a short walk from downtown. Hasnaoui settled in too, staying long enough to become dean of the diplomatic corps, to develop an expert knowledge of Canada, and to forge solid political connections in Ottawa.

“More than Fair-Weather Friends,” 1974-95

With the issue of representation resolved, bilateral relations matured steadily during the 1970s. King Hassan II noted as much when George Blouin presented his credentials in February 1974 as the last non-resident Canadian ambassador.²⁸ Within a year, Blouin was gone, replaced by Marc Baudouin, Canada's first resident ambassador in Rabat. Baudouin was a former vice-president at CIDA, and his appointment reflected the mounting importance of Canada's aid program in Morocco. Indeed, in fiscal year 1973-74, Canada spent \$5.7 million in aid, and was supporting 75 Canadian teachers and expert advisors in Morocco, as well as 24 Moroccan students in Canada.²⁹ There were certainly problems. One large aerial survey project, for instance, was bogged down in CIDA red tape, and threatened to become an irritant. “But overall,” recalled one young diplomat, “it was a time of optimism.... There seemed to be no limit to the amount of funds CIDA seemed prepared to put into Morocco.”³⁰

Aid was supplemented by trade. This remained modest, though the volume was up from a decade earlier, stimulated in part by a \$5 million line of credit that was extended by CIDA in September 1973. CIDA's imperious president, Paul Gérin-Lajoie, travelled to Rabat himself to sign the agreement, dragging three unhappy members of Parliament in his wake. Gérin-Lajoie was treated “like royalty.” He met with the king and was feted by ministers, his presence alone emphasizing the importance Canada attached to good relations with Morocco.³¹ By the mid-1970s, Canada's annual exports to the North African country normally totalled \$2 to \$3 million worth of asbestos, rayon, wheat, as well as lumber and agricultural machinery. In return, it imported between \$1-2 million worth of goods, mainly fruits and vegetables, textile fibres, and clothing.³² The future looked even better. Given Morocco's capitalist orientation and its waning relations with the Communist East Bloc, insisted

Baudouin, the prospects for Canadian business were good. Indeed, by 1976, there was enough work for the embassy to justify opening a dedicated commercial section. And over the next year, Canada extended another \$38 million in credit to Morocco, while a handful of Canadian companies began to test the Moroccan market for goods and services.³³

The two countries were well-suited in other respects. Morocco proved a fruitful source of francophone immigrants: Sephardic Jews in the 1960s were followed by a steady stream of Moslems. By 1990, 14,460 Moroccans, equally divided between Jew and Muslim, had moved to Canada. Largely francophone, most settled in Montreal, providing an important human dimension to the relationship.³⁴

Canada and Morocco shared important political interests as well. History and geography drew Morocco to Canada's allies in Western Europe, with whom it maintained political, military, and commercial ties. As a result, Canadian diplomats tended to overlook the government's heavy-handed response to domestic criticism and its country's poor human rights record. (Opposition critics grimly tagged the era, the "years of lead.") The envoys insisted that Morocco's quasi-democratic institutions, rare among developing countries, reflected Canadian values and were worth nurturing. Canada's geo-political interests in the ongoing cold war confrontation with Moscow, Baudouin reminded External Affairs, lay in convincing Morocco to remain a Western bastion in Africa.³⁵ Indeed, when Gérard Pelletier, the minister of Communications and Trudeau's close confidant, travelled to Rabat in November 1974, he reaffirmed Canada's "moral and political engagement" with Morocco.³⁶ Prime Minister Trudeau, on vacation in Morocco in July 1978, made similar noises in an hour-long audience with King Hassan II. The encounter left the two leaders with mutual feelings of high regard.³⁷

Relations were not perfect. Changing CIDA priorities after 1975 threatened the flow of aid to Morocco, though effective lobbying by Ambassador Hasnaoui and opposition from within External Affairs convinced CIDA to wind-up its operations in the Maghreb gradually and carefully.³⁸ Rabat also resented Canada's neutral approach to its long and bitter dispute with Algeria over the Western Sahara, which Ottawa refused to recognize as Moroccan.³⁹ More important, relations were strained when Conservative Prime Minister Joe Clark, elected in May 1979, decided to move Canada's embassy in Israel from Tel Aviv to Jerusalem. Morocco, in common with other Arab states, strongly opposed the move, though it helped moderate Arab reaction, refusing to condemn Canada or sever commercial relations.⁴⁰ Clark eventually reversed his decision, rejecting Israeli claims to East Jerusalem, but the damage was done. Morocco remained sceptical of Canada's Middle East policies, which were, explained Foreign Minister Muhammad Boucetta, no longer sufficiently pro-Arab.⁴¹

Trudeau was back after the federal election of February 1980, and as his rookie Foreign minister, Mark MacGuigan, settled into his job, Morocco inched up Ottawa's list of priorities. Though relations with Rabat remained courteous and correct, Canadian officials worried about the lasting impact of CIDA's slow retreat from the Maghreb and Clark's misstep in Jerusalem. They fretted too about new tensions as rifts emerged in a global economy headed for recession. In their view, it was a partnership worth saving. As a moderate Arab State with close ties to the francophone world, Morocco remained an important international link for Canada. It was also a country with which Canada enjoyed a growing trade surplus, some \$60 million in 1979.⁴²

External Affairs encouraged MacGuigan to press cabinet to restore Morocco to CIDA's list of "core countries," eligible for more Canadian aid.

The diplomats also recommended that the Foreign minister create a Canada-Morocco commission to promote more intensive economic cooperation. Moreover, they urged MacGuigan to invite his Moroccan counterpart to make an official visit to Canada, the first in a series of ministerial exchanges.⁴³ These measures, argued the assistant under-secretary for the Middle East and Africa, Michael Shenstone, would "rescue the relationship from a degree of neglect, and bring it into better balance with Tunisia and Algeria."⁴⁴ They would also mark the first visit to Canada of an Arab Foreign minister in almost a decade. MacGuigan, a long-time supporter of foreign aid and better North-South relations, needed little convincing.⁴⁵

The timing of MacGuigan's initiative was fortuitous. It coincided with growing fears in Rabat that its North American friends might back Algeria in the long, acrimonious dispute over the Western Sahara. In May 1981, Morocco's Foreign minister, Muhammad Boucetta, headed to Ottawa to explain the issue and seek reassurance. Boucetta's trip and a second Trudeau visit to King Hassan II in August lent political impetus to MacGuigan's plans for a joint commission.⁴⁶ By October, Boucetta was back in Ottawa to sign an accord to establish the Canada-Morocco Bilateral Commission and open a new consulate general in Montreal. In February 1982, Pierre De Bané, the veteran minister of State for External Relations, led Canada's delegation to the first commission meetings in Rabat, where King Hassan II welcomed him as a friend. "These meetings," De Bané promised, "will allow the two countries to work towards a common goal of developing our economies and a better assimilation of our cultural values."⁴⁷ It was a gratifying start to renewed relations.⁴⁸

MacGuigan's initiative and the exchange of high level visits signalled a lengthy period of fruitful bilateral cooperation that stretched well into the next decade. Canada rallied helpfully when Morocco encountered balance of

payments difficulties in 1983, ponying up an extra ten million dollars in foreign aid, conscious that “we must be seen to be active if we wished to be considered more than fair-weather friends.”⁴⁰ Within a few years, when Moroccan Prime Minister Azzeddine Laraki worried about the state of relations, Ambassador Esmond Butler could recite an impressive list of bilateral achievements to set his mind at rest: Petro-Canada had just signed a drilling agreement; cultural accords were being actively pursued, including an agreement on film coproduction; Hydro-Quebec was discussing rural electrification; Bell Canada was flogging a communications contract; and there was a chance of increased sales of phosphates to Canada while Canadian ambulances were being sold to Morocco. Laraki was impressed. “Canadians,” he observed happily, “follow through on the projects they are involved in.”⁵⁰ By the end of the 1980s, Morocco was among the top ten recipients of Canadian aid and one of Canada’s most valued economic partners in Africa and the Middle East.⁵¹ With King Hassan’s quiet support, exports hovered steadily around \$200 million annually, mostly sulphur, while imports from Morocco, largely agricultural, totalled less than half that amount.⁵²

Laraki was impressed too by Trudeau’s successor, Conservative Prime Minister Brian Mulroney. He welcomed Mulroney’s efforts to ease the debt loads of developing countries and admired his resolute opposition to apartheid in South Africa.⁵³ Though political contacts were fleeting and infrequent, complained Canadian Ambassador Wilfred Licari, a shared perspective on key challenges in the post-Cold War world ensured cooperation. As the Cold War receded after the collapse of the Berlin Wall in 1989, the two countries placed a new emphasis on improving local and regional security. The Royal Canadian Mounted Police (RCMP) helped Moroccan authorities modernize their command and control facilities in

1990.⁵⁴ When the United Nations (UN) sent peacekeepers into the Western Sahara, Canada joined, sending a contingent three hundred strong. They stayed until 1994.⁵⁵ Canada also attended economic summits in Casablanca and Amman, Jordan in 1994 and 1995 in order to help consolidate Middle East peace by strengthening regional economic cooperation. Regular high-level bilateral exchanges at the UN in New York and at meetings of La Francophonie reinforced the growing pattern of multilateral consultation and cooperation.⁵⁶

“Un Second Souffle,” 1995-2012

By the mid-1990s, policymakers on both sides of the Atlantic were taking a hard look at bilateral relations. Canadian diplomats were spooked by a sudden slump in sulphur prices, which slashed the total value of Canada's exports to Morocco from \$205.9 million in 1991 to \$73.3 million in 1994.⁵⁷ Visiting ministers and businessmen fretted too at Canada's “marginal success” in non-traditional markets and they suspected Rabat of favouring its European trading partners. Indeed, the snags SR Télécom faced while seeking a \$32 million contract for a rural phone system were becoming a real bilateral “irritant.” For its part, frustrated by a breakdown in trade talks with the European Union, Morocco increasingly looked to Canada as part of a push to diversify its global trade network. In early 1995, senior Moroccan diplomats floated two ideas to bolster relations: a joint fisheries project, focussed on management and conservation, and a broad trade initiative, perhaps even a “mini zone de libre echange.”⁵⁸

Canadian Ambassador Robin Higham was delighted. A trade initiative, he raved, would give Canada a chance to reach “a new level of collaboration with Morocco... and to establish a stronger and more permanent foothold in North Africa.” Negotiations would parallel talks already underway with Israel and balance an anglophone market with a francophone one,

demonstrating to Quebec – then on the verge of a second referendum on separation from Canada – the value of Confederation. With Canada's aid budget set to decline, a casualty in Ottawa's war on its deficit, a trade deal would give substance to the empty mantra of "trade not aid." Moreover, the diplomat added, an agreement would "strengthen ties with a friendly, moderate, increasingly democratic and economically successful, Arab/Islamic partner."⁵⁹

Though intrigued, officials of the department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) were cautious. They warned of the need to consult Canadian exporters before any trade talks, but welcomed the chance to test Morocco's commitment to moving relations to a higher level. For the moment, they thought, a fisheries mission might be possible. Or, a forthcoming visit to Canada by the Moroccan minister responsible for privatization and state enterprise might launch consultations with the private sector.⁶⁰

That was hardly enough for Rabat. When Taïeb Fassi-Fihri, the secretary of State for Foreign Affairs and Cooperation, encountered Higham as the Canadian packed for home in April, he was blunt. Over mint tea and pastries, Fassi-Fihri dismissed narrow technical and economic initiatives as insufficient. It was time, the minister insisted, for high-level political discussions, an expression of bilateral "volonté."⁶¹ This point was underlined again in November, when Prime Minister (and Foreign Minister) Abdellatif Filali met his Canadian colleague, André Ouellet, on the margins of the economic summit in Amman. Filali urged Ouellet to visit Morocco soon, insisting that "il fallait une impulsion nouvelle pour redonner vie à un mouvement qui s'est un peu essoufflé."⁶² Ouellet agreed, and in December, he headed to Rabat.

Ouellet's four-hour stopover fell short of the full-scale visit the Moroccans wanted, but it was enough to "donner un second souffle aux relations bilatérales."⁶³ The atmosphere was warm and friendly, and ministers easily agreed that the Bilateral Commission should meet again soon in Canada to consider a free trade zone, with Filali heading the Moroccan delegation. Ouellet also invited the Moroccans to send a business delegation to Canada for talks with Canadian entrepreneurs, while Canadian delegates visited the North African nation to discuss fisheries cooperation.⁶⁴

More progress followed. In October 1995, Filali was met warmly in Ottawa by Ouellet and Art Eggleton, the International Trade minister. Filali and Eggleton co-chaired the Bilateral Commission, plowed through a heavy agenda, and issued a Declaration of Political, Technological, and Economic Partnership. The declaration emphasized the private sector's growing role as the main stimulus for closer commercial relations. This shift from "aid to trade" was already partly reflected in the creation of the Canada-Morocco Chamber of Commerce in 1994. The declaration inspired the Alliance of Manufacturers and Exporters of Canada and its Moroccan counterpart to join a partnership council that facilitated commercial exchanges. It met for the first time in March 1998.⁶⁵

The partnership statement cleared the way for other helpful bilateral agreements. Two novel CIDA programs, the Private Sector Development Fund (PSFD) and the Canadian Institutional Strengthening Program (PRICAM), designed to help Morocco develop its private sector and governance structures, were in place by June 1996.⁶⁶ Six months later, Don Boudria, the International Cooperation minister, arrived in Rabat to sign a General Accord of Cooperation. By late 1997, there were bilateral agreements on social security, visas, prisoner transfers, and civil aviation.

The mood was buoyant. It helped, of course, that trade rebounded dramatically in the late 1990s. Canadian exports surged to over \$200 million in 1996, and stayed high, as wheat prices recovered and poor harvests forced Rabat to import large quantities of durum wheat. Sales of Canadian goods and services grew too, with an estimated value of \$25 million in 1997. Over the next few years, Canadian trade commissioners worked hard to bolster exports to the region. During 1998 alone, Ottawa sent trade missions in the environmental, health, telecommunications, education, and mining sectors. Two years on, the minister for International Trade, Pierre Pettigrew, led 120 Canadian businessmen to Morocco, the largest Canadian trade mission ever sent to the region. They left Casablanca boasting of seven major sales, worth almost \$90 million.⁶⁷ By 2001, Canadian imports had surged to \$253 million, making Morocco Canada's fifth most important market in North Africa and the Middle East.⁶⁸

The end of the Cold War reinforced multilateral ties at the UN and La Francophonie. Rabat backed the novel human security agenda promoted by Canada's activist foreign minister, Lloyd Axworthy, whose policies favoured individual security over state sovereignty. It irked a bit when Morocco refused to sign the landmark Ottawa convention banning anti-personnel mines, but this was easily overlooked. The countries were allies in the First Gulf War against Iraq in 1990, and their troops served together as peacekeepers in Haiti and the Balkans.

Morocco appreciated Ottawa's help navigating the difficult UN peace process in the Western Sahara, though Rabat still hoped for stronger Canadian support, at least in private. Canadian diplomats welcomed King Hassan's moderate outlook as Islamic radicalism swept North Africa and the Middle East, and they were encouraged as he gradually introduced political reforms during the 1990s. They cheered when the aging King turned the government

over to leftist opposition leader Abderrahmane Youssouffi after the legislative elections in 1997. There was just one potential problem: Quebec. Departing Ambassador Jean-Guy Saint-Martin worried that the province's active role in Morocco might obscure the Canada-Moroccan relationship. To avoid "le prisme québécois," he urged Ottawa to step-up the federal presence in Morocco.⁶⁹

That was soon done. On 24 February 1999, Governor General Romeo Leblanc touched down in Rabat, the first Canadian head of State to visit Morocco. He was accompanied by the minister for International Cooperation, Diane Marleau, a parliamentary group, business and NGO leaders, and a cultural delegation of writers and performers. Governor General Leblanc was warmly welcomed by King Hassan II and Prime Minister Youssouffi. They complimented Canada for the welcome it offered Mid-East refugees, chided it for its lack of investment in Morocco, and pressed him for more "political dialogue." The Moroccan government, Canada's new ambassador, Mark Bailey reported, "was clearly delighted by the visit and its message of support for Moroccan democratic institutions." It was, he argued, "a successful, positive contribution to the development of bilateral relations."⁷⁰

The terrorist attacks on New York and Washington of 11 September 2001 cast a long shadow over the decade that followed. Canada rallied to Washington's side to defeat Al Qaeda in Afghanistan, but searched too for the sources of global instability. Prime Minister Jean Chrétien denounced poverty not terrorism as "the worst form of violence," and he launched a crusade in the G8 to improve Africa's prospects.⁷¹ In this turbulent climate, Morocco was more important than ever to Canadian politicians and diplomats. They valued its political stability, affirmed when King Mohammed VI assumed power from his father, the late King Hassan II, in

July 1999. They celebrated its moderate brand of Islam; Morocco was the only Muslim State to commemorate the attacks with an ecumenical service. And they watched the elections in 2002 – « marquées par la transparence et l'arrivée en force des femmes sur la scène politique » – as reassuring evidence of Rabat's attachment to democratic reform. Significantly, in April 2002, when P.M Chretien headed to Africa to drum up support for his crusade, he stopped first in Morocco, a bridgehead to the Maghreb and sub-Saharan Africa.

The Casablanca terrorist bombings of May 2003 and Mohammed VI's liberal social and political reforms, which embraced an equity and reconciliation commission to tackle human rights abuses and measures to improve the women's rights, reinforced ties between Rabat and the western democracies, Canada included. A stream of high-level visitors from Canada began courting the North African country. In 2003, the House of Commons Standing Committee on Foreign Affairs visited twice, followed by the speaker of the House of Commons, Peter Milliken, and Denis Paradis, Secretary of State for Africa, Latin America, and Francophonie. A new Prime Minister, Paul Martin, and new Governor General, Michaëlle Jean, discovered Morocco, in 2004 and 2006 respectively. Prime Minister Stephen Harper, elected in January 2006, sent his parliamentary secretary, Jason Kenny, to Morocco in July.

There was much for these visitors to discover. CIDA was shifting its aid towards "new" reformist priorities identified by the Moroccan government - basic education, job training, and social development. Embassy funds for local initiatives and a new program, the gender equality fund, supported fundamental human rights, women in government decision making, and campaigns to halt violence against women.⁷² Traditional bilateral ties were reinforced by the easy flow of people across the Atlantic. Royal Air Maroc,

which launched a regular service between Montreal and Casablanca in 1975, ferried over 35,000 Canadian tourists to ancient cities and sparkling beaches in 2005 alone ⁷³. By 2006, roughly, 3,000 Moroccans came annually to Canada to study, mostly in Quebec universities. Between 2011 and 2006, almost 15,000 Moroccan immigrants settled in Canada, bringing the number of Moroccan-born Canadians to almost 40,000. By 2009, over 100,000 Canadian residents claimed Moroccan ancestry.⁷⁴

Bilateral trade developed too. After dipping sharply in 2002, Canadian exports, led by wheat, vegetables, paper, and filaments, mounted to \$212 million in 2005, peaking at \$375 million in 2009. Morocco fared less well. Its exports to Canada, mostly fruit, vegetables, and clothing, climbed from \$151 million in 2005 to \$218 million in 2007, before sliding off sharply to \$138 million in 2007 as recession gripped the global economy.⁷⁵ Perhaps it was time, anxious diplomats in both countries asked, to put trade relations on a firmer footing. Officials gathered for exploratory talks in January and June 2009, and agreed that it was. Canadian business, consulted extensively in October, thought so too. “An FTA with Morocco,” Prime Minister Harper’s government concluded, “has the potential to improve the bilateral trade and investment relationship between our countries ... Morocco could be the gateway to a new Canadian commercial presence in the Mediterranean region and in North Africa.”⁷⁶ Harper launched negotiations on his trip to Morocco in January 2011.⁷⁷

The prime minister’s timing was ideal. Relations between Canada and Morocco had long been shaped by outsized currents of world affairs that had surrounded them during the last half century. They were countries separated by history and geography, and their early ties had reflected the political and emotional upheavals that accompanied the end of European empires in Asia and Africa after 1945.

Diplomats in Ottawa and Rabat approached each other warily in 1962, their curiosity offset by a touch of reserve. Who knew how this new relationship would fare ?

These hesitations gave way as the decade advanced. Determined to surmount its narrow postcolonial limitations, Morocco pushed hard for closer ties with Canada. Canadians, alive to French-speaking Quebec as never before, responded warmly, and embraced the prospect of closer relations with another francophone state. Aid, Trade and people – immigrants, students, and tourists – flowed between the two trans-Atlantic partners as relations slowly intensified after 1968.

Ties were influenced too by an overlapping political perspective on the East-West Cold War that pushed deeper into the region during the 1970s, and the subsequent rise of radical Islam. Today, fifty years after Canada and Morocco traded envoys, North Africa is again poised on the edge of dramatic change as globalization, democratization, and modernization sweep across the region. These changes, shrinking the world around them, will bind Canada and Morocco more closely together than ever before.

Endnotes

- 1 "Canada Launches trade talks with Morocco; PM hopes to create trading gateway," *The Gazette*, 28 January 2011, B3.
- 2 Bruce Cheadle, "Harper welcomes peaceful Arab uprisings; meets with king of Morocco," *Canadian Press*, 27 January 2011.
- 3 "Memorandum for the Under-Secretary of State for External Affairs [USSEA]," 14 December 1956, reprinted in Greg Donaghy (ed.), *Documents on Canadian External Relations, Volume 23: 1956-57* (Ottawa: Minister of Public Works and Government Services, 2002), 1439.
- 4 USSEA to Ambassador in Washington, letter ME-184, 22 February 1962, enclosure, "Morocco," RG 25, vol. 5072, file 4283-C-40, Library and Archives Canada [LAC].
- 5 *Ibid.*, enclosure, "Memorandum," 26 January 1962.
- 6 USSEA to Ambassador in Washington, letter ME-184, 22 February 1962, enclosure, "Morocco," RG 25, vol. 5072, file 4283-C-40, LAC.
- 7 J.E. Thibault and Cheryl Moreau, *Chefs de Mission Canadiens à l'étranger* (Ottawa : Affaires extérieures et commerce extérieur canada, 1991), 125.
- 8 Ambassador in Madrid to Secretary of State for External Affairs [SSEA], despatch 302, 12 September 1962, summary, RG 25, vol. 5072, file 4283-C-40, LAC.
- 9 Green to Bruchési, 15 August 1962, RG 25, vol. 5086, file 4900-C-24-40, LAC.
- 10 Ambassador in Madrid to SSEA, letter 8, 28 January 1963, RG 25, vol. 5072, file 4283-40, LAC.
- 11 Ambassador in Madrid to SSEA, despatch 201, 7 April 1969, RG 25, vol. 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 12 USSEA, Memorandum for the Minister, 18 January 1966, RG 25, vol 10054, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 13 Ambassador in Madrid to SSEA, despatch 112, 14 March 1966, RG 25, vol 10054, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 14 P.M. Towe, Deputy Director General, External Aid Office to the Minister, 15 June 1966, and G.A. Rau, African and Middle East Division to Economic Division, 9 August 1966, RG 25, vol 10054, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 15 Ambassador in Madrid to SSEA, despatch 543, 28 November 1966, RG 25, vol 10054, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 16 USSEA to Ambassador in Madrid, letter ME-48, 9 January 1967, RG 25, vol 10054, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 17 *Ibid.*
- 18 Cited in Greg Donaghy and Neal Carter, "'There Are No Half Countries:' Canada, La Francophonie, and the Projection of Canadian Biculturalism, 1960-2002," in Patrick James, Mark O'Reilly, and Nelson Michaud (eds.) *The Handbook of Canadian Foreign Policy* (Lexington, MA: Lexington Press, 2006), 135.

- 19 Ottawa to Madrid, telegram GAF-665, 24 July 1970, RG 25, vol 10054, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 20 I. Hill, Africa (II) Division to J.R. Maybee, Head, Africa and Middle East Division, 23 March 1970, RG 25, vol 10054, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 21 For details on the aid program, see Robin Gendron, *Towards a Francophone Community: Canada's Relations with France and French Africa, 1945-1968* (Montreal & Kingston: McGill-Queens, 2006), 135.
- 22 Hardy to Maybee, 5 June 1970, and Brian Northgrave to M. Baudouin, 8 June 1976, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 23 Madrid to Ottawa, telegram 539, 8 June 1971, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 24 Madrid to Ottawa, telegram 1085, 25 October 1971, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 25 African Affairs (II) Division to file, 12 July 1972, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 26 Record of Cabinet Decision, 7 April 1972, and Ottawa to Madrid, telegram GAF-130, 5 April 1972, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 27 "Renseignements Généraux sur le Maroc," 13 November 1974, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 28 Ambassador in Madrid to USSEA, despatch 64, 8 February 1974, LAC, vol, 11026, file 22-9-MOR-1, LAC.
- 29 "Renseignements Généraux sur le Maroc," 13 November 1974, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 30 Northgrave to Baudouin, 8 June 1976, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 31 *Ibid.*
- 32 "Notes on Canada-Morocco Trade Relations," 8 February 1977, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 33 M. Roy, Africa (II) Division, "Relations Canada-Maroc," 30 May 1977, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 34 Madrid to Ottawa, telegram 831, 4 October 1966, vol. 10054, file 20-1-2-MOROC, LAC; "Immigrant population by place of birth and period of immigration (2006 census)," Statistics Canada website, www40.statcan.gc.ca/01/cst01/demo24a-eng.htm (Accessed 3 March 2012).
- 35 Rabat to Ottawa, telegram 94, 20 MAY 1977, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 36 G. Grondin, Africa (II) Division, "Pourquoi nous ne pouvons pas nous retirer du Maroc," 1 February 1976, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 37 P.E. Trudeau to King Hassan II, 10 August 1978, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 38 G. Grondin, Africa (II) Division, "Pourquoi nous ne pouvons pas nous retirer du Maroc," 1 February 1976, and Y.R.J. Parent, Africa (II) Division to the Assistant USSEA, Claude Roquet, 23 September 1976, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 39 Africa (II) Division to the Associate USSEA, De Montigny Marchand, GAF-665, 18 June 1980, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 40 M'Hamed Boucetta to Flora Macdonald, 5 October 1979, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 41 Claude Baillargeon, Africa (II) Division to file, 5 September 1980, and Rabat to Ottawa, telegram 1972, 23 September 1980, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.

- 42 A.E. Gottlieb, USSEA, Memorandum for the Minister, 27 February 1981, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 43 Mark MacGuigan to Herb Gray, Minister of Industry, Trade, and Commerce [IT&C], 11 March 1981, RG 25, vol 8766, file 20-1-2-Moroc, LAC.
- 44 Michael Shenstone, Assistant USSEA, to USSEA, MSS-0057, 23 March 1981, RG 25, vol. 8767, file 20-1-2-MOROCC, LAC.
- 45 Error! Main Document Only.P. Whitney Lackenbauer (ed.), *An Inside Look at External Affairs during the Trudeau Years: The Memoirs of Mark MacGuigan*, (Calgary, University of Calgary Press, 2002), 75-77.
- 46 Robert Fowler, "Meeting between Prime Minister Trudeau and Foreign Minister Boucetta on Thursday, May 7, 1981 in the Prime Minister's House of Commons Office," RG 25, vol. 8767, file 20-1-2-MOROCC, LAC.
- 47 Canada, Department of External Affairs, Press Release, No 20, 16 February 1982.
- 48 Rabat to Ottawa, telegram 427, 24 February 1982, RG 25, vol. 8767, file 20-1-2-MOROCC, LAC.
- 49 Wilfrid-Guy Licari, Director, Francophone Africa and Maghreb Division, to Agricultural and Resource Trade Policy Division, GAF-1940, 26 October 1983, RG 25, vol. 10834, file 20-1-2-MOROCC, LAC.
- 50 Rabat to Ottawa, telegram 700, 19 June 1987, RG 25, vol. 14506, file 20-1-2-Maroc, LAC.
- 51 Error! Main Document Only.On aid, see David R. Morrison, *Aid and Ebb Tide: A History of CIDA and Canadian Development Assistance* (Wilfrid Laurier University Press in association with The North-South Institute/L'Institut Nord-Sud: 1998), 257.
- 52 "Maroc," December 1988, RG 25, vol. 14506, file 20-1-2-Maroc, LAC.
- 53 Rabat to Ottawa, telegram 1646, 19 October 1987, RG 25, vol. 14506, file 20-1-2-Maroc, LAC.
- 54 "Bilateral with Moroccan Interior Minister," 15 December 1990, RG 25, vol. 16006, file 20-1-2-MAROC, LAC.
- 55 North Africa and Arab Peninsula Division to Deputy Minister, 28 October 1997, GMG-0580, RG 25, vol. 16006, file 20-1-2-MAROC, LAC.
- 56 Ottawa to Rabat, facsimile GAF-0890, 24 November 1995, RG 25, vol. 16006, file 20-1-2-MAROC, LAC.
- 57 "Scenarion a l'Intention de M. Pierre Pettigrew," 9 June 1996, File 2970-01/MROCC, DFAIT Records.
- 58 Rabat to Ottawa, telegram 0012, 11 January 1995, File 2970-01/MROCC, DFAIT Records.
- 59 Rabat to Ottawa, telegram 13, 11 January 1995, File 2970-01/MROCC, DFAIT Records.
- 60 Ottawa to Rabat, telegram 9, 24 January 1995, File 2970-01/MROCC, DFAIT Records.
- 61 Rabat to Ottawa, telegram 118, 28 April 1995, File 2970-01/MROCC, DFAIT Records.
- 62 Amman to Ottawa, telegram 556, 2 November 1995, File 2970-01/MROCC, DFAIT Records.
- 63 Ottawa to Rabat, facsimile, GAF-890, 24 November 1996, File 2970-01/MROCC, DFAIT Records.
- 64 Rabat to Ottawa, telegram 266, 6 December 1995, File 2970-01/MROCC, DFAIT Records.

- 65 Ottawa to Rabat, telegram GMG-0534, 26 September 1997, File 2970-01/MROC, DFAIT Records.
- 66 "Scénario à l'intention de Monsieur Pierre Pettigrew Ministre de la Coopération Internationale et Ministre Responsable de la Francophonie," 9 June 1996, File 2970-01/MROC, DFAIT Records.
- 67 Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade, "Minister Pettigrew to Lead Trade Mission to the Maghreb and Iberian Peninsula," Press Release, No 251, 5 October 2000, and "First Stage of Pettigrew Trade Mission to the Maghreb a Resounding Success," Press Release, No 260, 13 October 2000.
- 68 "Importance du Maroc pour le Canada," 26 September 2002, Historical Section, DFAIT.
- 69 Rabat to Ottawa, telegram no. WQGR0213, 6 August 1998, File 2970-01/MROC, Historical Section, DFAIT.
- 70 Rabat to Ottawa, telegram no. WQGR0098, 10 March 1999, File 2970-01/MROC, Historical Section, DFAIT.
- 71 Cited in Greg Donaghy, "All God's Children: Lloyd Axworthy, Human Security and Canadian Foreign Policy, 1996-2000," Canadian Foreign Policy, Volume 10, No 2 (Winter 2003), 52.
- 72 "The Maghreb," 23 September 2003, File 2970-01/MROC, Historical Section, DFAIT.
- 73 World Tourism Organization, Yearbook of Tourism Statistics: Data 2005-2009 (Madrid, 2011), 480.
- 74 "Relations bilatérales Canada-Maroc," [February 2009], Historical Section, DFAIT.
- 75 Figures derived from Industry Canada's Trade Data Online <http://www.ic.gc.ca/eic/site/tdo-dcd.nsf/eng/Home> viewed 9 March 2012.
- 76 "Beginning of Free Trade Negotiations With Morocco," Department of Foreign Affairs and International Trade website, <<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/morocco-moroc.aspx?view=d>>, viewed 30 January 2012.
- 77 "PM announces launch of trade negotiations with Morocco," 27 January 2011, Prime Minister of Canada website pm.gc.ca/eng/media.asp?category=1&featureId=6&pageId=26&id=3914 viewed 23 February 2012.